

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
25 septembre au 1^{er} octobre 1997

10,00 F

Mobilisation contre la Fête Bleu Blanc Rouge Contre le fascisme: égalité économique et sociale!

LE SAMEDI 27 SEPTEMBRE se tiendra, comme chaque année, la fête Bleu Blanc Rouge du Front national. Alors que cette fête est le rendez-vous annuel de l'extrême droite, cette année, plus de 60 organisations politiques et syndicales de gauche ont lancé un appel à manifester en guise de protestation, le même jour à Paris. S'il peut être tout à fait louable de vouloir affirmer son opposition au FN, on peut s'interroger sur l'ampleur donnée à une telle mobilisation dans le contexte de l'arrivée récente d'une gauche dite « plurielle » au pouvoir.

Alors que les années précédentes cette fête ne provoquait que les réactions de groupes antifascistes radicaux et de Ras l'Front, cette année il semble que ce soit du PCF qu'est partie la mobilisation. Une mobilisation à grand coup d'appels à la « fibre antifasciste », conférence de

faire oublier ses responsabilités dans la montée du fascisme et la diffusion des idées réactionnaires et sécuritaires en focalisant toute l'attention sur le FN. Bien loin d'un sincère combat antifasciste, les objectifs des appareils politiques liés au pouvoir sont bien de détourner l'attention du travail de sabotage social qu'ils poursuivent et de trouver une nouvelle échappatoire dans la simple lutte antifasciste. Conscients de leurs intérêts, ils préfèrent tenter de détourner le risque de mécontentement social dans la lutte contre le FN. Jospin a bien choisi ses amis et ceux-ci le lui rendent bien. Ses alliés, PCF et Verts mais aussi ses propres relais comme le MJS et SOS Racisme ou encore une extrême gauche, incarnée par la LCR et les collectifs Ras l'Front, en mal de strapontins politiques et souhaitant favoriser la réussite du gouvernement, sont

immigrés et multipliés les discriminations vécues au quotidien, légitimant ainsi un véritable racisme d'Etat. Cette mise en place d'une démocratie de plus en plus « blindée » a favorisé le développement du FN et la banalisation de ses idées. Aujourd'hui le gouvernement Jospin est bien déterminé à continuer le sale boulot, loi Chevènement à l'appui. Comment défilier alors à l'appel de ceux qui sont en grande partie responsables de la dégradation sociale, de la banalisation du fascisme et qui font tout aussi bien que Pasqua et Debré?

Stopper cette fascisation de la société et la montée du FN ne pourra se faire qu'en retrouvant espoir dans le futur, en développant un projet de société basé sur l'égalité économique et sociale qui ne laisse pas le FN comme seule alternative à la situation actuelle. C'est aux causes de la misère sociale qu'il faut

• PCF : la schizophrénie
• politique
• page 2

• Afrique :
• Adieu à l'empire ?
• page 6



presse à l'appui en direct du siège de la fédération parisienne du PC. Comment oublier alors que dans le même temps cette gauche « plurielle » néglige, en parlant de simple symbole, d'abroger les lois Pasqua-Debré, que les sans-papiers sont toujours en lutte et que leur situation n'a pas avancé d'un pouce.

Il n'est peut-être pas étonnant de voir les composantes du gouvernement actuel les plus malmenées par leur base, les plus disposées à cadenas les revendications sociales, tenter de nous refaire le coup de « l'épouvantail » avec le FN. La manœuvre est une nouvelle fois bien simple, la gauche au pouvoir tente de

bien là pour donner « du grain à moudre » au bon peuple de gauche et faire du FN le seul responsable de la propagation du fascisme.

Aujourd'hui, il y a certes urgence à stopper la diffusion des idées réactionnaires et la montée de la peste brune qui s'appuie sur la faillite de ce système économique, sur la peur sociale, la misère et la précarité.

Mais depuis vingt ans, les gouvernements de gauche comme de droite ont assuré la restructuration du capitalisme liée à la mondialisation de l'économie. Une restructuration effectuée sur le dos de la grande majorité de la population pour les profits de quelques uns ! Le résultat est bien simple à voir autour de nous : une misère sociale croissante, des millions de chômeurs, de précaires et, face à tous ces maux, une politique du bouc émissaire qui fait « recette ». Les gouvernements successifs ont élaboré un véritable arsenal législatif anti-

s'attaquer en développant un antifascisme conséquent, antiétatique et anticapitaliste. Le mouvement de novembre-décembre 1995 a exprimé massivement le refus d'une société construite sur l'inégalité et la misère. C'est ce combat qu'il faut continuer en remettant au goût du jour une réelle solidarité de classe, en auto-organisant nos luttes et en refusant les manipulations/récupérations électorales. C'est bien en construisant un mouvement social d'ampleur, porteur d'un projet sociétaire que nous ferons barrage au fascisme et retrouverons confiance dans l'avenir.

Le FN ne se détruit pas par de grandes messes antifascistes, portées par de sombres calculs politiques, le jour de son habituelle fête annuelle, mais par la lutte quotidienne et un projet social crédible répondant aux besoins et aux aspirations de toutes et tous.

David. - groupe Durruti

EDITORIAL

La mise sous conditions de ressources des allocations familiales a bénéficié d'une large publicité. Volontairement, le gouvernement a mis cette mesure en avant, depuis plusieurs mois, comme un gage clair d'une politique ancrée à gauche. Une majorité de l'opinion semble d'ailleurs y être favorable. Enfin la protection sociale serait dorénavant réservée à ceux qui en ont réellement besoin !

A première vue, cette décision pourrait nous apparaître comme allant dans le bon sens. Et cela d'autant plus que la politique nataliste n'est pas vraiment notre tasse de thé. Défiler aux côtés des villégiéristes et autres curetons défenseurs de la famille n'est heureusement pas près de nous arriver. Sous le rideau d'une politique prétendument sociale, elle s'inscrit parfaitement dans le vaste chantier visant à démanteler l'ensemble du système de protection sociale.

L'idée de plafonnement étant ainsi acceptée, il vient immédiatement à l'esprit que ce plafond pourrait être abaissé dans quelques années. Mais même en l'état, il y a quelque hypocrisie à faire passer les ménages disposant de 25 000 francs de revenus mensuels pour de coupables privilégiés, dans un monde où la fortune des 358 personnes les plus riches représente l'équivalent du revenu annuel des 2,3 milliards d'individus les plus pauvres.

Plus fondamentalement, le plafonnement illustre la substitution de la notion d'équité à celle d'égalité. Le principe d'une couverture égale de tous en fonction des moyens de chacun est ici bafouée. Cet objectif d'universalité s'appuyait sur deux moyens : la proportionnalité des cotisations et l'égalité de la redistribution.

Prochaine étape déjà certainement programmée, l'équité produira ses ravages dans la branche maladie. Déjà, Alain Minc, héraut du libéralisme, affirme qu'il faut cesser de traiter de la même manière « le rhume attrapé par un cadre dirigeant sur les pistes de Courchevel et la pleurésie d'un enfant d'exclu à Aubervilliers ». Sournoisement, Minc veut ainsi faire pleurer dans les chaumières pour faire accepter le démantèlement de la sécu. Le cadre dirigeant aurait alors les moyens de se payer une assurance privée et de bénéficier des meilleurs soins. Pendant ce temps, l'enfant d'exclu aurait la « chance » de se voir offrir une assistance médicale dans des hôpitaux de troisième zone où les pauvres seraient inévitablement relégués. Sur le chantier de l'équité, les États-Unis ont plusieurs longueurs d'avance.

On a commencé par y retirer aux classes moyennes l'accès de certains services. Ceux-ci ont été réservés progressivement aux plus défavorisés. Puis, les politiques ont soudain multiplié les « découvertes » de « fraudes, gâchis et abus » : ces pauvres évidemment « irresponsables » qui procèdent pour toucher les allocations... En 1996, les classes moyennes, qui n'en bénéficient plus, ne se sont pas outre mesure alarmées de la suppression de ces aides. Nos dirigeants nous préparent un avenir radieux. Soyons vigilants.

ISSN 0026-9433 - N° 1093

M 2137 - 1093 - 10,00 F



FOP 2520

PCF: la schizophrénie politique avancée

« **U**NE EXIGENCE raisonnée dans la durée... Hue a donc fait sienne la maxime de Jospin, prononcée lors de son discours d'investiture de premier ministre. Voilà l'explication politique à la participation au gouvernement du PCF. L'identité communiste se démarquerait ainsi de la socialiste par la « rapidité nécessaire pour mettre en œuvre la transformation sociale dont a besoin notre société ». Comme nous sommes à l'ère de la vitesse, Gayssot, ministre des Transports, accélère lui aussi car il faut « aller de l'avant désormais sans regarder dans le rétroviseur », comme il l'a déclaré lors de la fête de l'Humanité. « Un des derniers lieux populaires, de tolérance, comme l'ont été les Journées mondiales de la jeunesse », selon le sentiment d'André Lajoie. Avec tout cela, il est difficile de faire mieux dans le ridicule ou la fuite... en avant.

Du passé faisons table rase

N'étant pas des anticommunistes primaires, essayons, derrière le fatras idéologique, de voir où en est le PCF et où il va. Il était évident que la fin du cauchemar, baptisé socialisme réel en URSS et dans ses pays satellites de l'Est, allait entraîner un repositionnement des PC d'Europe. Le stalinisme, ce monstre de

pensée monolithique, a tout écrasé, notamment toute opposition de gauche, ainsi que le courant anarchiste. Sa mort n'a laissé place qu'à un pragmatisme réel s'accommodant fort bien de l'économie de marché. Aujourd'hui, les anciens apparatchiks communistes de l'URSS gèrent un capitalisme sauvage, souvent à leur propre profit, utilisant même la mafia. Certes, la direction du PCF n'en est pas à ce stade. Mais, peu à peu, elle glisse vers l'acceptation des lois du marché malgré son discours auparavant antimaastrichtien. Il est bon de renier le stalinisme, mais de là à courir Wall Street... Plus que le simple fait d'avaler de belles couleuvres, c'est donc bien vers une orientation « libérale » que tend le PCF.

L'acceptation du patronat, des privatisations, des réalités économiques, de la concurrence, fait désormais partie de la panoplie pragmatique communiste. Car « le parti communiste n'a pas l'intention de se comporter en spectateur... il est à part entière force de proposition et d'action pour le changement » (Robert Hue à la fête de l'Humanité). Derrière ce beau discours ronflant, aucune réflexion sur le cadre et la nature de cet agir ni sur les degrés de changement. Bayrou ou Léotard tiennent d'ailleurs ce même langage à leurs trousses.

Face à une partie de ses militants qui refuse ce virage, Hue rétorque « un gou-

vernement de gauche plurielle avec un PCF à 10% ne peut faire le programme du parti communiste ». Réponse nulle à deux niveaux. Premièrement, un pourcentage mathématique ne peut résoudre un questionnement sur le sens d'une stratégie: le politique ce n'est pas de la gestion comptable. Ensuite, cette réponse contient en elle-même l'aveu de l'impasse où même le combat purément électoraliste du PCF.

Le PCF, cela est clair, est sur une corde raide. Donner en même temps des gages à Jospin et à une base déboussolée, cela relève de l'art du dédoublement politique. *L'Humanité* sait fort bien le faire en couvrant d'éloges aussi bien Lady Diana « princesse des pauvres » que le Che! Historiquement, le PCF s'est déjà trouvé dans ce genre de situation et a su s'en sortir... détruisant un peu plus à chaque fois le potentiel révolutionnaire chez les exploités. A l'heure actuelle, ce parti se partage, grosso modo, en trois courants. Le plus important est celui des « modernistes », ce qui en langage décrypté veut dire sociaux démocrates. On les appelle aussi « huistes ». Ensuite, très minoritaires, viennent les « orthodoxes » c'est-à-dire

Un super flou idéologique, bien sûr, mais qui a au moins le mérite de se poser en recherche. Farouches partisans du front populaire, comme l'a indiqué leur maître à penser Claude Martelli, historien et membre du comité national (*Libé* du 15 septembre), ce sont eux qui œuvrent pour le fameux « pôle de radicalité » comme lors de l'élection de Roger Mei à Gardanne. Oui, ce conglomerat de gauche et d'extrême gauche à Gardanne a permis de vaincre le FN mais, au-delà de ça, aucun projet social cohérent n'est présenté et l'électoralisme serait encore l'arme favorite pour renverser le capitalisme!

Le oui mais est plus rentable que le non mais

Le PCF a renoncé depuis belle lurette à toute révolution sociale, notamment pour la sauvegarde à tout prix de l'appareil du parti. Lui aussi a tiré les leçons de son expérience mitterrandienne. Sa retraite du gouvernement après 1984, suivie d'un soutien critique, n'a fait qu'aggraver son déclin. Côté protestataire, le FN lui dame désormais le pion, y compris dans la classe ouvrière. Pour

cette stratégie de suivisme vis-à-vis du PS, alors qu'il prône depuis longtemps les bienfaits de la proportionnelle intégrale! Le danger du FN sera bien sûr mis en avant, face aux camarades réticents, pour expliquer cette pratique unitaire.

Bilan et perspectives

Ceux qui envisagent une rupture rapide du PCF, dans son contrat de gouvernement, à notre avis, se trompent. La contestation certes existe. Mais le fait de laisser les sensibilités s'exprimer permet aussi au PCF de faire croire, médiatiquement, à sa mutation. Ceux qui renâclent n'ont pas l'appareil en main. De plus, Hue est assez fin pour donner des gages à cette contestation de gauche quitte à pousser de grosses colères contre Jospin, faisant avaler par derrière les grosses couleuvres. Georges Marchais a été son professeur, ne l'oublions pas!

Les trotskistes de LO doivent être aux anges. Ils pensent certainement profiter de ce remue-ménage intérieur au PCF pour récupérer des militants. Mais, à encore, ce qui se passe est loin d'être nouveau, hélas, historiquement, et chaque virage du PCF n'a pas grossi pour autant les rangs trotskistes voire anarchistes. Pour Krivine et sa LCR, le slalom se complique. Après s'être fait jeter en juin par ses amis de la gauche plurielle, il montrait ces jours derniers patte blanche, « souhaitant la réussite du gouvernement ». Il va donc lui falloir repartir, cent pour cent à gauche... Très critique, assez critique, la ligne politique dépendra du succès ou non de ses aînés politiques de gauche. Le goût du pouvoir nécessite bien cette subtilité gymnastique ondulatoire...

En ce qui nous concerne, nous dirons assister à un énigmatique tortueux virage du PCF qui, une fois encore, ne se fera pas sans dégâts internes limités. Pas mal de militants risquent de s'en aller par la petite porte, mais c'est une vieille coutume dans l'histoire de ce parti. Le seul aspect positif politique est que cette contestation de base montre, d'une part, qu'il reste une volonté anticapitaliste forte chez pas mal de salariés et que, de l'autre, ceux-ci en ont marre de confier leurs espoirs égalitaires à des politiciens fussent-ils communistes.

Gérer directement nos affaires, collectivement, en dehors de l'Etat et du patronat, afin de ne pas se faire plumer n'est pas une idée si éloignée de la réalité... Les sifflets essayés par Robert Hue en sont la meilleure preuve.

Jaime
groupe Kronstadt (Lyon)



les stalinien (Maxime Gremetz en est le chef de file). Bien qu'ils soient nostalgiques des heures les plus sombres de ce qui fut appelé communisme, ils ont actuellement un atout: leur réflexe lutte de classe. Avec les jours à venir et les promesses oubliées, ils risquent d'agrandir leur audience et d'être l'opposition la plus sérieuse à Robert Hue. Enfin, l'autre minorité est celle des « refondateurs ». Leur créneau serait de faire la synthèse entre communisme et moder-

se maintenir, sa seule solution est de coler désormais à la social démocratie en épousant peu à peu ses thèses. Le PCF est coincé. Il ne peut pas, comme le PC italien, occuper la niche social démocrate inhabitée par un PSI (faible et totalement discrédité par les scandales financiers) parce qu'en France cette place est complètement occupée par un PS fort. Ni non plus peut jouer la « refondation communiste » sous peine de se retrouver exclu, comme en 1984, du jeu politique. Quand à une véritable rupture, elle le mettrait totalement en porte-à-faux avec son « combat anti-FN », si utile pour se donner des allures anticapitalistes. Le PCF est donc condamné à « oui mais » pour longtemps.

Sa volonté de créer des listes d'union de la gauche pour les prochaines élections régionales est la preuve vivante de

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication: André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

Autorisation de prélèvements
 80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR
 N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE
 145, rue Amelot 75011 Paris

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)
 NOM _____ Prénom _____
 N° _____ Rue _____
 Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
 (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

NOM _____ Prénom _____
 N° _____ Rue _____
 Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
 Etablis. Codes Guichet N° de compte

Date _____
 Signature obligatoire _____

IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

le monde libertaire
 Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Ville _____
 Pays _____ A partir du n° _____ (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

D...
 a...
 g...
 refus d'abre...
 Pasqua-Deb...
 France-Tél...
 maintien du...
 ou les phra...
 durée du te...
 veau gouver...
 pas l'inten...
 l'ancien.
 Et dans l'édu...
 typiquement
 Aligre a mu...
 délibérées e...
 but éviden...
 publique co...
 l'Éducation...
 pose Allègre...
 de ce que fa...
 l'autoritaris...
 renforçant l...
 d'établissement...
 acquis en m...
 continue, au...
 travail.
 Les suppressi...
 aux concour...
 dées par Bay...
 par Allègre...
 taines de «re

LE PA



En

EDUCATION NATIONALE

Vers l'introduction massive de la précarité

DE LA FERMETURE DE Vilvorde à la soumission aux critères de convergence de Maastricht, du refus d'abroger les lois scélérates Pasqua-Debré à la privatisation de France-Télécom sans oublier le maintien du plan Juppé sur la sécurité ou les phrases assassines sur la durée du temps de travail, le nouveau gouvernement, c'est clair, n'a pas l'intention de rompre avec l'ancien.

Et dans l'éducation ? Dans un style typiquement populiste, le ministre Allègre a multiplié petites phrases délibérées et provocations dans le but évident de jouer l'opinion publique contre les personnels de l'Éducation nationale. Ce que propose Allègre est dans la droite ligne de ce que faisait Bayrou : aggraver l'autoritarisme et la hiérarchie en renforçant les pouvoirs des chefs d'établissements, attaquer les droits acquis en matière de formation continue, augmenter le temps de travail.

Les suppressions massives de postes aux concours d'enseignement décidées par Bayrou ont été entérinées par Allègre. Du coup, quelques centaines de « reçus-collés » qui figurent

sur les listes complémentaires s'apprêtent à relancer la bataille pour être titularisés.

La lutte des M-A

Pendant toute l'année dernière, les maîtres auxiliaires et les suppléants du primaire ont mené une lutte exemplaire : multipliant manifestations, actions spectaculaires et grèves de la faim, ils ont obligé le ministère à négocier. Les principaux syndicats du secondaire, SNES et SNETAA, ont eu une attitude particulièrement écœurante. Ils ont rompu l'unité, ont dénoncé la coordination des M-A et ont cherché à diviser les auxiliaires. Ils ont négocié l'instauration d'un concours « réservé » qui n'offre que 2 000 postes alors qu'il y a 40 000 M-A. Ce concours a été partiellement boycotté. Pour cette rentrée, la plupart des M-A ont été réemployés (sauf ceux qui ont été licenciés avant 1995) mais leur situation précaire demeure. Ils occupent rarement un poste d'enseignement et Allègre a réaffirmé qu'il refusera avec énergie leur principale revendication : la titularisation immédiate sans concours. La lutte des M-A qui ont organisé

une marche de Blois à Paris fin août va se poursuivre.

Les « emplois jeunes »

C'est dans l'Éducation que les premiers emplois jeunes vont être recrutés. A terme, on prévoit 150 000 contrats dans l'Éducation. Depuis des années, les précaires (CES, vacataires, M-A, soldats du contingent...) ont progressivement remplacé des milliers de postes nécessaires de secrétariat, de per-

sonnels de service, de surveillants, de documentalistes... qui n'ont pas été créés. Avec 150 000 précaires supplémentaires, les suppressions de postes vont s'accélérer.

Certains ont applaudi la création de ces emplois vers lesquels les jeunes se précipitent. Il s'agit en fait de « résoudre » très partiellement le chômage massif des jeunes en généralisant la précarité et à terme en liquidant bon nombre d'acquis garantis par les statuts de la fonction publique. Progressivement, ces

jeunes vont assurer des tâches qui justifieront de nouvelles suppressions de postes. Sans formation assurée pendant ce contrat (ils doivent travailler 39 heures), ils se retrouveront au bout de cinq ans dans la même détresse que les CES en fin de contrat.

Il y a donc un véritable enjeu : il faut organiser et syndiquer ces jeunes. Précaires et titulaires devront lutter ensemble pour que tous soient formés et titularisés.

Pierre Stambul

Rentrée scolaire, rentrée sociale, rentrée parlementaire...

Et la rentrée pénitentiaire ?

ÉLISABETH GUIGOU, alertée par une lettre ouverte d'un aumônier de prison a décidé de passer quelques jours de son mois d'août dans la visite de plusieurs établissements pénitentiaires. Pourquoi a-t-elle attendu que ce soit un aumônier qui l'interpelle ? Tous ses collaborateurs ont sûrement des dizaines de courriers de détenus dans leurs tiroirs pour dénoncer leur condition de détention : les cellules surpeuplées entraînant un grave dysfonctionnement dans l'hygiène, l'intimité et la dignité du prisonnier, le manque de soins (spécialistes, dentistes), le manque d'encadrement de « réinsertion » (un éducateur pour détenus, etc.) la misère de dehors amplifiée à l'intérieur pour ceux qui la subissent, la misère sexuelle et psychologique, les brimades, les arbitraires, les détenus atteints de pathologie graves qui meurent en prison. N'avait-elle pas eu le temps de consulter les chiffres des suicides pour l'année 1996 (138) : proportionnellement dix fois supérieurs à la population normale.

Quand la parole des détenus sera-t-elle prise en compte ? Quand les prendra-t-on pour des citoyens à part entière, responsables et à même de savoir quels sont leurs problèmes ?

Elle n'aurait pas eu le besoin de se déplacer tout est écrit dans ses courriers. La seule différence c'est qu'elle a touché l'horreur de près. Que va-t-elle ? Rien de plus que les autres. Elle a déclaré : « qu'il fallait utiliser tous les moyens pour faire baisser la population carcérale », elle a parlé aussi « d'alternatives à la prison ».

Il n'y a pas besoin d'alternatives. Si les étrangers en situation irrégulière qui n'ont commis aucun délit n'étaient plus enfermés, si on légalisait la drogue, les prisons se videraient à peu près à 80 % de leur population.

Après, on pourrait alors parler sérieusement de politique de réinsertion. on peut attendre que ces décisions soient prises... mais elles ne le seront pas demain : on parle mais on ne fait



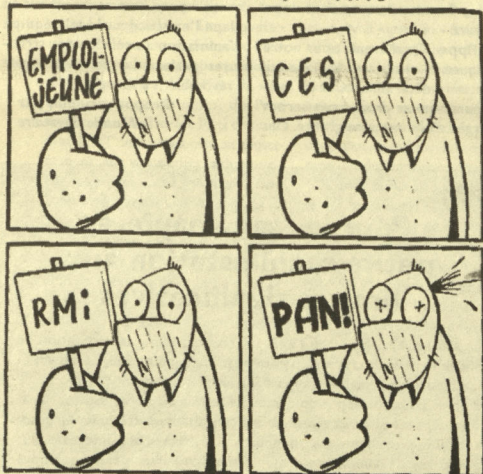
rien. La prison n'a jamais été une priorité d'aucun gouvernement, de droite ou de gauche. La volonté politique n'entend que la « voix de l'opinion publique », celles des sondages et des « luttes à mener en priorité... ». Mais les détenus ne sont pas prioritaires.

La promenade de Madame Guigou dans les prisons n'apportera donc rien de nouveau : des femmes et des hommes continueront à y perdre leur vie.

Peut-être y aura-t-il quelques réformes : sur le droit à l'intimité par exemple puisque l'O.I.P. (Observatoire international des prisons) va être reçu par le ministre. Vont-ils avoir le courage de mettre en place les parloirs intimes ? Peut-être dans les Centres de détention où les peines sont de dix ans et dans les Centrales où elles sont supérieures à dix ans afin d'éviter les éventuelles mutineries et « apaiser l'angoisse des matons » devant la longueur des peines ? Alors, qu'ils faudrait mettre en place les sorties conditionnelles (sortie à mi-peine) et surtout autoriser davantage de permissions de sortie à un plus grand nombre de détenus.

Ras-les-murs

LE PARCOURS DE LA PRÉCARITÉ



CHARAF

En bref

■ L'union locale Lyon de la Fédération anarchiste a repris son émission de radio hebdomadaire, « Idées Noires ». Retrouvez l'actualité sociale et politique vue par les anarchistes tous les mercredis de 21 à 22H sur le 102.2 de Radio Canut.

■ Le groupe de la Fédération anarchiste du Gard change d'adresse. Vous pouvez lui écrire à : AGDIR - 45 B rue de la Table Ronde - 30900 Nîmes

■ Un groupe de la Fédération anarchiste est en cours de création sur le Pas-de-Calais. Les personnes intéressées peuvent prendre, pour le moment, contact à : Humeurs Noires, c/o ALDIR, BP 79, 59 370 Mons-en-Barœul.

■ Une Union départementale CNT vient de se créer en Seine-et-Marne. Ecrire à CNT-UD77, 4 allée de la Coquerie, 77550 Réau.

■ Création d'une liaison de la FA Sud-Vienne. Son adresse : c/o Cares, impasse des Communaux, 86 000 Poitiers

■ Le centre d'éducation libertaire Bonaventure reprend ses activités et vous propose, en plus de la scolarisation dans le cadre d'une pédagogie active des enfants de 3 à 10 ans, des animations culturelles, éveil au modelage, soutien scolaire chaque mercredi matin. Bonaventure, 35, allée de l'angle, Chaucre, 17190 St. Georges d'Oléron.

■ Jusqu'au samedi 27 septembre, une exposition sur « Elisée Reclus, le géographe anarchiste » est proposée à la bibliothèque de Bergerac dans le Périgord.

■ Le n°6 du journal anarchiste grenoblois « la Faille » vient de sortir. Vous pouvez vous le procurer contre une enveloppe timbrée à 4,50 F à l'adresse suivante : AP 20^e, BP 2301, 38 33 Grenoble cedex 02

■ Le groupe de La Villette de la Fédération anarchiste reprend ses permanences à 20 heures le dernier jeudi de chaque mois à l'Usine, 102, bd de La Villette, Paris 19^e.

■ Une Union départementale CNT vient de se créer en Seine-et-Marne. Ecrire à CNT-UD77, 4 allée de la Coquerie, 77550 Réau

Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/faq>

Recomposition syndicale dans l'Éducation

Dans le secteur de l'Éducation, les rencontres de Rennes, fin août 1997, des syndicats SUD, SDE (Syndicat des enseignants - syndicat alternatif du Finistère) et PAS (Pour une Alternative syndicale), ont été un épisode important de la construction d'une alternative syndicale. Il y a été question de la construction de la fédération SUD-Éducation et ces journées étaient considérées comme une Université d'été plutôt que comme une Réunion nationale décisionnelle.

Pour le Monde Libéraire, Philippe du PAS 38 a bien voulu, à titre d'information, répondre à nos questions

M.L. : Qui êtes-vous ?

Philippe : Nos syndicats se retrouvent sur le champ de l'alternative aux centrales bureaucratiques sans avoir ni suivi la même histoire ni placé leurs exigences aux mêmes niveaux. Pour les uns, l'action reste prépondérante, sans souci apparent des modes d'organisation, pour d'autres, les débats sur le fonctionnement d'une alternative syndicale au plan national ont été manifestement placés au centre.

La mise en place de l'ordre du jour a été symptomatique : fallait-il débattre en priorité de la sortie du journal, de la marche des M-A, des actions en cours, etc. ou plutôt prendre un moment pour analyser les convergences de fonctionnements et de projets syndicaux ? Et comment concilier ces deux pôles sans exclusive ?

Les âges des différentes structures n'étaient probablement pas innocents : la dénomination PAS existe

depuis 1990, SDE depuis 1992 et SUD-Éducation est issu du mouvement de décembre 1995. Le PAS, dans l'Isère, travaille avec SUD-PTT depuis le début, sans avoir pu vraiment essayer au travers des départements. Aujourd'hui il y a inflation sur le sigle SUD (sans déferlante toutefois). Mais cette inflation n'est pas maîtrisée : les structures SUD naissent sans cohésion, avec des bases parfois différentes, uniquement sur une image et un sigle porteur. La caractéristique commune de nos syndicats étant peut-être de s'identifier comme intégrés aux mouvements sociaux sans prétendre à les diriger... mais est-ce vrai pour tous ?

M.L. : Sur quoi avez-vous trouvé un accord ?

Philippe : Un principe fédérateur est apparu à Rennes : l'assemblée générale souveraine comme principe fondamental de fonctionnement

dans le syndicat, posé comme obstacle à toute mise en place d'une bureaucratie élie et irrévocable hors du congrès. C'est bien normal car tous nos syndicats sont nés d'un rejet des bureaucraties syndicales, comme des expressions et des expériences du mouvement social de décembre 1995. Donc, la quasi-totalité des syndicats qui se rencontreraient revendiquent ce principe... sauf un : SUD Paris. Et paradoxe, SUD Paris tient aujourd'hui dans ses mains la direction nationale du fait de la fédération provisoire !

Autre paradoxe, la structure parisienne, qui refuse ce principe fédérateur, prend des contacts avec des syndicats européens à la bannière rouge et noire comme la S.A.C. suédoise, syndicat libertaire depuis 1910.

M.L. : Avez-vous des analyses communes ?

Philippe : Sur le plan des analyses politiques, nos trois courants syndicaux se rejoignent facilement et travaillent sur les mêmes axes : solidarité vers tous les précaires et exclus, de AC au M-A en passant par les sans-papiers, etc. Dénonciation des braderies socio-économiques du gouvernement social-démocrate de Jospin, de l'escroquerie des emplois jeunes, véritable mine à retardement dans le code du travail... Et dans le cadre euphorique de ces actions

communes, il est facile de se laisser aller à la confiance et d'oublier de définir les garanties contre les dérives bureaucratiques d'organisations trop spontanées.

M.L. : Quels autres sujets avez-vous abordés ?

Philippe : Bien d'autres points ont été abordés, sans être résolus, comme le champ de syndicalisation. Certains ont un gros appétit de syndiqués, au titre d'une fédération d'industrie, mais sans que l'on sache vraiment s'il faut élargir le champ des luttes ou collecter le plus possible de cotisations d'adhérents.

Également abordés, la liberté d'expression, le courant de pensée et le droit de tendance. Ce débat sera d'importance car à lui seul il sera déterminant : chaque adhérent aura-t-il accès aux informations, à l'animation, à la prise de décision ou se heurtera-t-il aux listes sclérosées de tendances qui s'affronteront pour le pouvoir contre la masse des adhérents ?

En un mot, l'accès à la prise de décision sera-t-il ouvert ? Et autour de ce thème, on pense à SUD Paris, dirigé par une liste irrévocable de militants, conçue comme avant-garde du syndicat... Tout cela semble encore bien imprégné d'un esprit bolchevique pas si moribond.

M.L. : Comment voyez-vous votre avenir ?

Philippe : Quel avenir pour notre bouquet de syndicats ? L'année qui vient sera déterminante et les événements qui se produiront seront chargés d'une certaine gravité. Des

principes fondateurs devront l'emporter : A.G. souveraine, non cumul et rotation des mandats et des responsabilités, ouverture aux nouveaux militants, autonomie des syndicats dans l'esprit d'une Union de syndicats plutôt que sous l'emprise d'une fédération nationale dirigeante... Ou bien il y aura des manipulations de pouvoir, au nom d'une juste action, et certains s'empareront du terrain de l'alternative syndicale en sacrifiant beaucoup d'espoirs et pour longtemps.

M.L. : Pourquoi ? Quel est l'enjeu ?

Philippe : L'enjeu ? Nos organisations sont dans et aux côtés du groupe des 10, dont on sait la disparité des composantes. L'appétit de SUD à prétendre à la « direction » de l'alternative risque fort bien de faire beaucoup de dégâts si les principes de fonctionnement démocratique sont négligés. L'histoire est d'ailleurs chargée de ces mouvements qui préfèrent la bannière à la réflexion, la course au sigle plutôt que la démocratie. Et quelle place pour les PAS et SDE, attachés comme beaucoup de SUD à l'esprit de l'Union ?

Dans la marche au premier congrès, prévu pour mai 1998, il sera éclairant de voir comment seront organisés les débats, les mandats, les votes, comment seront possibles les contributions, comment sera mis en place l'exécutif national : équipe d'animation au service des structures locales ou direction nationale irrévocable... à suivre !

Propos recueillis par le Monde libertaire

A Colmar, le DAL monte d'un cran

« S'il le faut, nous procéderons bientôt à une réquisition », lança Simone Roesch, la présidente du comité Droit au logement de Colmar lors d'une manifestation et d'un « coucher symbolique » devant l'Hôtel de ville, le 7 décembre 1996. Le samedi 13 septembre, les militants, épaulés par quelques 80 sympathisants, ont officiellement investi, en présence de plusieurs journalistes et d'une équipe de France 3-Alsace, une maison de six pièces sise 19, rue Neffzger, pour y installer Aicha Boussaïd et ses sept enfants, âgés de 3 à 22 ans. Une première dans la région et dans une ville moyenne française, qui compterait, selon la dernière statistique INSEE (de 1990), 1700 logis vides, un chiffre à réviser probablement à la hausse.

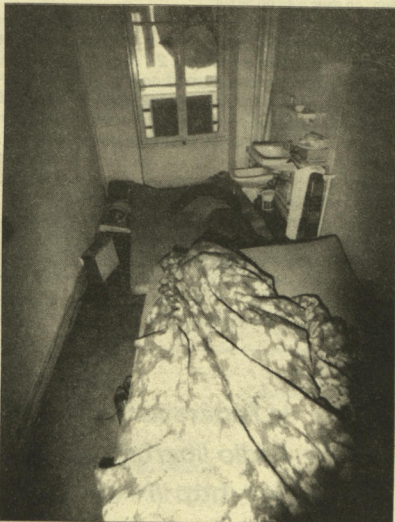
Expulsée en juillet 1996 d'un appartement géré par l'OPAC colmarienne du logement, cette famille criblée de dettes n'a cessé d'errer depuis, trouvant parfois très provisoirement refuge auprès d'une parente ou de personnes vivant elles-mêmes dans des conditions précaires. Depuis la création, en octobre 1996, du DAL Colmar, les animateurs du mouvement multiplièrent les interventions auprès de Cyrille Schott, le préfet du Haut-Rhin, et de Gilbert Meyer, député-maire (RPR) « en charge » de 65 000 administrés. Ayant appris mi-août que la situation des Boussaïd n'avait guère évolué favorablement, le DAL reprit immédiatement contact avec les services de la Préfecture, lesquels ont réglé à ce jour 16 des 27 dossiers soumis par celui-ci, rappelant les engagements du représentant de l'État, en date du 20 décembre 1996, de dégager une solution viable dans les deux mois. Le 3 septembre 1997, l'association écrit une

nouvelle lettre au premier magistrat, dans laquelle elle constatait la « faillite » de la municipalité à « sa mission sociale et à ses responsabilités », requérant le relogement immédiat des infortunés, également refoulés par le Centre d'hébergement d'urgence. Le bourgmestre ayant engagé une procédure d'expulsion en référé à l'encontre de la famille Boussaïd, Christian Riss, le juge de la première chambre civile près le Tribunal de grande instance, a reporté son verdict au 26 septembre. Pour le guider dans sa réflexion, peut-être lira-t-il l'ouvrage de doctrine rédigé en février 1956 par C. Laplatte, conseiller à la Cour de Colmar, Les squatters et le droit, « un plaidoyer en faveur de la Justice et de l'humanisme juridique » (Daniel Rops dans sa préface). En attendant, les occupants du lieu demeurent sur place. « S'ils pouvaient s'y maintenir, ce serait une grande victoire », déclare Simone Roesch, satisfait de « l'encourageante mobilisation ». La solidarité ne mollit pas ; des habitants et des adhérents du DAL leur prodigent soutien matériel et moral.

Au-delà de ce « cas » particulier, le DAL déplore notamment que le préfet et le maire n'exercent point leur droit de réservation, respectivement de 25 et 20%, sur le parc de logements sociaux. Par conséquent, il a décidé de se substituer aux autorités compétentes et d'appliquer la réglementation censée être en vigueur. Le 23 juillet 1997, ses membres avaient rencontré Louis Besson, secrétaire d'État chargé du Logement, revendiquant une amélioration notoire de la loi du 31 mai 1990 portant son nom, ainsi qu'un moratoire sur les expulsions.

Sur ces points comme sur tant d'autres, la filiosité (terme sans doute trop soft) s'avère patente...

René Hamm



PARIS

Pour les sans-papiers, petite manifestation aux limites significatives

Le samedi 19 septembre 1997, à Paris, lors d'une manifestation de soutien aux sans-papiers, il n'y avait pas foule pour s'indigner du vote-façon gouvernemental par rapport aux lois Pasqua.

Si nous nous abstenons de comptabiliser les membres des coordinations de sans-papiers présentes, une constatation attristante s'impose : cette lutte semble moribonde, du moins à Paris, et n'intéresse plus grand monde. Une autre analyse tendrait à laisser penser que nous subissons le contrecoup de l'élection de la gauche réformatrice au gouvernement de la France... On connaît bien le problème mais nous étonnons toujours de la facilité avec laquelle les plus acharnés se transforment en bêtards zombies.

Exceptions à cette règle : les Verts et la Ligue communiste révolutionnaire qui semblent prendre leurs distances par rapport aux partis socialiste et communiste, leurs complices respectifs.

Nous avons eu la surprise de voir les très disciplinés militants de Lutte ouvrière faire leur apparition alors que depuis un an et demi que cette lutte perdure, ils avaient toujours été absents.

En ce qui concerne les militants et sympathisants de la Fédération anarchiste, il n'y a pas lieu de s'enorgueillir de la mobilisation puisque seule une quarantaine d'entre nous avait cru bon de se déplacer. Initialement, le cortège devait se rendre de la place de la République à la place de la Concorde, à deux pas de l'Assemblée nationale, de l'Élysée et de Matignon.

Si nous considérons la faible détermination des manifestants, nous ne serons qu'à moitié surpris de la voir s'interrompre d'elle-même sur la place de l'Opéra.

Le choix du lieu de dispersion des manifestants n'est pas anodin pour qui sait que, dans Paris, cette place sert de frontière entre deux mondes : d'un côté, les grands boulevards, de l'autre, le triangle d'or (Opéra, Saint-Lazare, Étoile).

On pourra au moins reconnaître à ce cortège qu'il aura su rester symbolique par tous ses aspects.

Alain L'Huissier - groupe de La Villette

ITALIE

Le néo-fascisme des Ligues du Nord

Le 14 septembre, la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, cette organisation régionaliste, indépendantiste, et surtout néo-fasciste, organisait une manifestation à Venise. A ce propos, voici la traduction d'un article paru dans l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne. Notons aussi, que le 20 septembre, une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes a eu lieu dans cette même ville à l'appel de plusieurs syndicats afin de s'opposer aux Ligues.

CE MATIN à Cannaregio, la gentille dame du bar commentait, désenchantée, qu'à Venise « c'est toujours le carnaval » mais que le 14 septembre elle fermerait boutique car elle refuse de servir les Chemises vertes.

Ce sera une petite chose, mais c'est un beau geste concret contre le regroupement des ligues. Un geste spontané et désintéressé que la gauche devrait prendre en compte.

Durant cette dernière année, Venise a certainement été la scène d'un carnaval politique qui aurait pu aux situationnistes: premièrement le bluff de la situation « océanique » pour l'indépendance de la Padanie, puis les ballets préélectoraux avec Cacciari, femme vedette de la ligue, donnant l'assaut télécommandé au clocher de Saint-Marc, avec le spectacle sécessionniste qui suivit, géré en direct par Gad Lerner (journaliste de la télévision italienne, « grand animateur » de débats - NDT) jusqu'à l'arrivée de ce second Indépendance Day « padin » avec les différentes manifestations faites autour. Pour donner corps et visibilité médiatique à ces dernières, ils sont nombreux à se mobiliser, du Parti démocrate socialiste (ex Parti communiste-NDT) aux autonomes, au gouvernement, aux volontaires catholiques, aux confédérations syndicales, au Leoncavallo (squat), sur un éventail de mots d'ordre ambigus et inadaptés.

Il suffit de lire l'appel pour le 20 septembre des CGIL - CISL - UIL, pour obtenir une désagréable impression de déjà vu: [...] face à la persistance du phénomène de rébellion anti-institutionnelle [...] la région de Venise démocratique [...] prendra ses distances [...] avec les différentes formes d'illegalité et de violence qui peuvent se déclencher et qui poussent à l'illegalité... »

Et après, il y a l'évidente contradiction de fond, si le phénomène des ligues est vraiment dangereux (et en effet il ne faut pas le sous-évaluer), des partis et des différentes organisations sociales qui disent vouloir lutter, et qui n'ont pas eu le courage d'empêcher le regroupement des ligues en occupant tout Venise le même jour que celui choisi pour le show national-populaire padin. Ils disent vouloir éviter les affrontements frontaux qui font le jeu... etc. mais ce discours aussi a déjà été entendu jusqu'à la nausée et il s'est toujours révélé perdant. Il aurait suffi de convoquer à Venise pour le 14 septembre la même grande manifestation qu'à Milan le 25 avril 1994 - cette fois contre le racisme « nazisoïde » de la Ligue du Nord - pour mettre un pavé dans la mare de Bossi et sur les rêves de pouvoir de son électorat.

L'opportunisme de la gauche

Le fait est que la gauche parlementaire, Refondation communiste incluse, ne veut pas arriver à une rupture définitive avec le peuple des ligues, d'une part

parce que « leurs voix sont toujours des voix »; d'autre part, parce qu'ils ne voudraient pas les jeter définitivement dans les bras de la droite. Opportunisme qui risque de rendre plus forte la ligue, sans se rendre compte que la base de la ligue (et pire encore pour la Ligue de Venise) est culturellement déjà plus à droite que les « post-fascistes » de l'A.N. (avanguardia nazionale - parti nazi - NDT) qui, au moins, conservent un minimum de bon goût quand ils parlent de l'immigration.

De cela, même les marxistes-léninistes les plus intransigeants ne semblent pas se rendre compte. Fabulant sur « l'unité de classe avec le prolétariat des ligues », ils voient « le peuple des ligues comme celui le plus proche de nous [...] composé (en bonne partie) des prolétaires sains et éternels qui se retrouvent joyeusement ensemble et militent. »

Personne ne nie que, parmi les gens des ligues, il y a une composante issue de la classe ouvrière, mais s'appuyer sur ça pour savoir « que faire » envers eux serait suicidaire. On sait que l'identité de classe n'est jamais uniquement liée à la production de la plus-value. S'il en était autrement, le travailleur appartenant aux ligues, qui produit de la plus-value à des cadences stakhanovistes, serait un super-révolutionnaire communiste!

Il suffit de voir un meeting ou une fête padane pour se convaincre que derrière le folklore il y a un potentiel de haine xénophobe et d'autoritarisme alarmant dans lesquels on peut entrevoir les symptômes d'une possible « croisade » du Nord-Est.

Si on observe l'attitude policière des Chemises vertes (chemises vertes comme celles de la « Garde de feu » du fascisme roumain - NDT), leur service d'ordre, leur exaltation du chef; si l'on constate le rôle central joué par les symboles néo-celtiques, les mythes et les rites national-socialiste, on comprend mieux pourquoi des parties du prolétariat adhèrent à cette idéologie, comme dans le passé, une partie de la classe ouvrière a pu adhérer au parti nazi. On oublie souvent les aspects populistes et anticapitalistes de la propagande nazie qui lui ont permis de pénétrer dans des villes ouvrières comme Hambourg, Berlin ou Leipzig où les premiers S.A. étaient des ouvriers, des chômeurs et des sous-prolétaires.

Le racisme des Ligues

Bien sûr, nous ne sommes pas à Weimar, mais il faut faire attention. Par surenchère raciste, la ligue en est arrivée à parler de « complot juif ». Dans la région de Trévise, en juin dernier, des affiches ont été collées réclamant la libération des « sérénissimes » (c'est-à-dire des Vénitiens - NDT) et menaçant de représailles « 1 Padin = 10 Italiens ». Peut-être que tout ceci n'est que du mauvais goût, mais cela nous fait réfléchir sur le type de culture qui imprègne les militants et les électeurs des ligues.

Des maires de la Ligue du Nord donnent le bon exemple. A Montebelluna, le maire fait des courses de voitures dans les camps de nomades. Celui d'Oderzo participe à une cérémonie pour les morts de la République de Salò (république créée dans le nord de l'Italie par le gendre de Mussolini à la fin de la seconde guerre mondiale - NDT). Son collègue de Chioggia insulte publiquement les partisans (anciens résistants antifascistes-NDT) et le maire de Lugano promet des barbelés aux Albanais. Le summum est atteint avec le maire d'Alasio qui organise une chasse

à l'extra-communautaire avec comme prime une jolie fille.

Cependant, la gauche veut toujours faire de la surenchère. Pino Cacucci dans le journal *Il Manifesto* (équivalent de *Libération* - NDT) du 20 août dernier, écrivait: « La maladie du consensus à tout prix a toujours miné la stratégie et la praxis du Parti communiste italien, qui trop souvent n'a pas eu le courage de perdre des voix afin de gagner des consciences... Les gens veulent que l'on dise qu'il y a une émergence immigrée, les maires du Parti démocrate socialiste le proclament. »

Pour tout cela, il est souhaitable que

l'opposition sociale ne fasse pas semblant de rien, permettant ainsi qu'à Venise il y ait la mystification d'une confrontation entre un État italien et un État padin dont les résultats poseraient d'énormes problèmes pour les perspectives de libération de la société.

Nous invitons à manifester notre irréductible hostilité à tout type de racisme et de nationalisme, en sachant que cette paix sociale est le meilleur terreau pour une fausse opposition et l'occasion pour la ligue d'orchestrer des rébellions spectaculaires.

article paru dans *Umanita Nova*

Dockers de Liverpool Deux ans déjà

VOILÀ DEUX ANS QUE Liverpool vit au rythme de la lutte de ses dockers. Deux années de lutte difficile mais qui n'ont pas ébranlé leur cohésion et celle de leur famille. Le 29 septembre 1995, 500 dockers furent licenciés par la Mersey Docks and Harbour Company (MDHC) pour avoir refusé de franchir un piquet de grève. La veille au soir, des travailleurs précaires d'une compagnie sous-traitante de la MDHC se mirent en grève suite aux licenciements de cinq de leurs camarades qui avaient refusé d'exécuter des heures supplémentaires.

Ce conflit voulu par la MDHC était un moyen de supprimer le statut de docker arraché de haute lutte dans les années cinquante. En effet, dès le 30 septembre 95, la compagnie propose à 120 des ouvriers licenciés la veille de nouveaux contrats par le biais d'une entreprise d'intérim. Dans le cadre de la mondialisation de l'économie, il s'agit pour les entreprises des docks de Liverpool d'en finir avec le statut des dockers qui offre quelques garanties telles

que la possibilité de négociations collectives par l'entremise de leur syndicat, ainsi qu'une indemnité en cas de non embauche. Les travailleurs des autres docks d'Angleterre ont déjà perdu le droit d'avoir des négociations collectives par le biais de leur syndicat, le TGWU.

Faice aux attaques des patrons, les 500 salariés opposent la solidarité. Ils jetèrent à la poubelle les nouveaux contrats offerts à 120 d'entre eux et posèrent en préalable à toute discussion sur les contrats de travail, la réintégration de tous dans l'entreprise. Le bras de fer dure aujourd'hui depuis deux ans.

Outre le soutien important qu'ils trouvent à Liverpool, ils ont essayé d'élargir celui-ci à toute l'Angleterre, répondant à la mondialisation du capital par la mondialisation de la lutte. Au cours de ces deux années, de nombreuses actions visant à pénaliser les entreprises utilisant le port de Liverpool ont vu le jour un peu partout dans le monde: Suède, États-Unis, Espagne, Canada... Plusieurs manifestations en Angleterre ont réuni des milliers de personnes

solidaires (2 000 à Londres le 13 avril 97), malgré le blocus de l'information par les médias et l'abandon des dockers par leur syndicat.

Les anarchistes anglais, malgré leurs faiblesses, se sont retrouvés à leur côté, notamment lors du premier anniversaire de la lutte, l'année dernière à Liverpool et y ont trouvé un accueil chaleureux. Le 27 septembre prochain, pour célébrer le deuxième anniversaire de cette lutte, Liverpool va se remplir de tous ceux pour qui les mots solidarité et lutte de classe veulent dire quelque chose. Cette manifestation qui devrait accueillir de nombreuses délégations étrangères pourra être une étape de plus vers la mondialisation des luttes contre le capitalisme.

Stéphane
groupe de Montpellier

NB: Un collectif de soutien aux dockers de Liverpool s'est mis en place à Montpellier. Il organise une soirée de soutien le 10 octobre à la salle Rabelais. Au programme: Apéro de soutien à 19 heures, projection du film documentaire de Ken Loach à 20 h 30 suivi d'un débat avec deux représentants des dockers.



France-Afrique : adieu l'empire ?

LA FRANÇAIS SURVIVRA-T-elle au décès récent de Jacques Foccart, le chef des barbouzes, l'ami des dictateurs, l'émittance grise de Charles de Gaulle? Telle est la question qui doit agiter les éditorialistes « inspirés » de la presse nationale. Il est vrai que depuis une poignée d'années, le pré carré français donne des signes évidents de faiblesse: faille économique, érosion de régimes discrédités, incapacité de l'État français à régler les dettes et autres arriérés de paiement de la fonction publique, abandon du Franc CFA et montée en puissance de régimes « anglo-saxons » (Ouganda, Afrique du sud, Ghana) dirigés par les États-Unis et regardés d'un bon œil par le FMI. Le tableau est sombre et les analystes sont tous d'accord pour dire que la politique africaine de l'État français, si elle ne veut pas sombrer corps et âme, doit changer, se renouveler. Mais est-ce possible?

Mitterrand dans la ligne gaulliste

Rappelons-nous 1981, le peuple en liesse dans les rues de Paris et d'ailleurs attendant du nouveau pouvoir qu'il « change la vie ». Tout le monde se souvenait de l'affaire des « diamants de Bokassa » et pour beaucoup, l'arrivée des socialistes et des communistes au pouvoir allait mettre un terme à cette politique honteuse faite de soutien aux dictatures, de trafics en tous genres et de petits cadeaux.

S'ouvrit alors la période Jean-Pierre Cot durant laquelle ce dernier osa mettre les pieds dans le plat, critiquant les liaisons douteuses, les coups de force injustifiables et la dilapidation de l'aide au développement. Mais l'important fut

rapidement rappelé à l'ordre et remplacé par le demeuré célèbre Christian Nucci. François Mitterrand se révéla alors tel qu'en lui-même: double. D'un côté, il nous gratifia de discours terriblement gauchistes (sic) sur la démocratie, les droits de l'Homme (cf. le discours lors du sommet franco-africain de La Baule en 1992); de l'autre, il installait à l'Élysée son propre réseau clientéliste avec Guy Penne et son fils, Jean-Christophe (appelé en Afrique « Papamadit »), bien connu pour ses amitiés douteuses avec le fils Mobutu et la famille Habyarimana (Rwanda).

A ce titre, il y a bien une continuité entre la politique gaullienne et celle de Mitterrand: soutien aux régimes en place, affairisme et corruption... et cela pour maintenir la France dans le concert des grandes nations, pour lui permettre de siéger au conseil de sécurité et pour garantir des rentes avantageuses à certaines grandes entreprises.

La crise rwandaise sera un coup très dur pour la politique africaine mitterrandienne. La chute du clan Habyarimana, le génocide des Tutsis, la remise en selle de Mobutu, tous ces éléments vont aider à discréditer celle-ci. L'opération Turquoise sera prise pour ce qu'elle était: une tentative de sauver ce qui pouvait l'être encore (les barons de l'ancien régime donc les génocidaires) sous couvert d'une intervention humaine.

Chirac au nom du père

Lors de la première cohabitation, Jacques Chirac avait donné le ton: il n'y avait aucune divergence de vue entre Mitterrand et lui concernant les liens entre l'Afrique et la France. Et il l'a prouvé.

Le terrain se prête aisément à l'emphase et Chirac, en bon politicien n'en manque pas: « La mission de la France, qui peut être fière de l'œuvre qu'elle a naguère accomplie outre-mer, est de plaider inlassablement la cause des pays les plus démunis auprès de ses partenaires occidentaux » déclare-t-il ainsi en 1988; mais sur le terrain, les bémols sont bien connus: d'un côté, on critique le multipartisme et les risques de troubles ethniques qu'il peut engendrer (ce qui rassure les dictateurs qui sont passés maîtres dans l'art de jouer avec la revendication ethnique); de l'autre on s'acquitte avec le vieux Foccart et ses réseaux.

Le système Foccart est du reste fort simple: pour maintenir l'influence française en Afrique, il suffit de se constituer une clientèle d'amis fidèles (africains, français, libanais...), donc de les « nourrir »... et cela est possible grâce au détournement de l'aide publique au

développement. Avec les années, on assiste à un développement massif de pratiques mafieuses couvertes par l'État français, notamment l'implication directe de certains chefs d'État dans le trafic de drogue ou de pierres précieuses. Mais bien sûr, tout le monde se tût: on ne mord pas la main de ceux qui, les élections venant, sont capables d'apporter leur contribution sonnante et rébuchante au maintien du statu quo.

Et Jospin dans tout ça ?

Lionel Jospin vient d'hériter d'une situation bien difficile. Dans son discours d'investiture, il a, comme de coutume, confié sa volonté de modifier la politique africaine de la France. Certains éléments plaident pour lui: lors du congrès de Liévin par exemple, il avait condamné « la politique du secret, les multiples interventions discrètes, l'indulgence trop longtemps maintenue

à l'égard d'excès internes de toute sorte, les liens personnels entre chefs d'État soi-disant « à l'africaine » prévalent sur les relations diplomatiques en usage avec les autres pays, [et les] politiques d'aide au développement inadaptées ». La tirade est jolie mais la marge de manœuvre du premier ministre sur un domaine réservé au président de la République est plus que serrée, et, au sein du Parti socialiste, les barons mitterrandiens du régime (Lang, Fabius, Emmanuelli) ne lui permettront pas un « droit d'inventaire » sur ce terrain-là. Il est vrai que le bilan du mitterrandisme est suffisamment lourd comme cela...

Ainsi va la politique africaine de la France: les hommes d'État passent, la politique des réseaux (Foccart, Pasqua, Papamadit) continue; les partis politiques y trouvent les devises nécessaires à leur campagne électorale; leurs « amis » (Elf, Bouygues et tant d'autres...) y font des affaires juteuses; la France peut compter sur ses partenaires africains à l'O.N.U.; et les africains continuent de végéter dans la misère, de supporter les bastonnades. Mais un verrou fondamental a sauté: l'image d'une France terre d'asile (car n'oublions pas qu'en même temps qu'elle soutenait les dictateurs, la France accordait le droit d'asile à certains opposants!) et soucieuse de la démocratie a du plomb dans l'aile; certaines manifestations populaires contre les pouvoirs en place (à Bangui notamment) n'hésitent plus à s'en prendre à la diplomatie française et à fustiger son soutien à des pouvoirs délégitimés. A nous, ici, d'appuyer ces manifestations « antifrançaises » (dixit la presse) et de dévoiler, encore et encore, le véritable visage de la diplomatie française.

Patsy (Cercle Bakouine)



Kabila : dictateur ou libérateur ?

EN QUELQUES MOIS, LAURENT-DÉSIRÉE KABILA est passé de l'ombre à la lumière. Lui, le Lumumbiste, retranché au Katanga où il s'adonnait, dit-on, à quelques trafics juteux, a réussi quasiment sans combattre à se défaire de la dictature mobutiste et à s'installer à la tête d'un État en banqueroute dans lequel plus rien ne fonctionne. Salué par les uns comme un « libérateur », conspu par les autres qui le traitent d'« escroc » ou de « pantin » à la solde de puissances étrangères, la personnalité du nouveau chef zairois est à l'évidence très controversée.

Kabila l'opportuniste

Tous les observateurs s'accordent pour dire que Kabila seul, avec sa maigre guérilla, n'aurait pu mener à bien son combat anti-Mobutu. Il n'a fait que saisir une opportunité historique à plusieurs titres:

- s'appuyer sur le ras-le-bol d'une population s'enfonçant dans la misère et s'apercevant que le régime mobutiste était à bout de souffle et l'opposition légaliste sans perspectives,
- encadrer la révolte des Banyamulenge d'origine tutsie,
- trouver des convergences d'intérêt avec le Rwanda d'une part (qui voulait en finir avec les camps de réfugiés hutus installés à la frontière, camps dans lesquels les anciens génocidaires préparaient une reconquête du Rwanda) et les États-Unis de l'autre (bien contents de fragiliser encore plus le pré-carré français et disposant, de plus, du relais sud-africain pour incarner diplomatiquement la « voix de l'Afrique moderne »).

L'homme est donc habile. Il a su jouer de son prestige d'antan et du fait qu'il n'a jamais collaboré avec Mobutu. Ajoutons également que, selon nous, il a fait le bon choix tactique: celui de la guerre de libération sans concession, ni avec un Mobutu délégitimé (mais toujours redoutable) ni avec une opposition pour une grande part reconsidérée (parce que dirigée par des

leaders avides de pouvoir, corrompus et capables de retourner leurs vestes du jour au lendemain). Le soutien que lui ont accordé les États-Unis et l'Afrique du Sud signifie également que des multinationales anglo-saxonnes vont investir beaucoup d'argent pour remonter une infrastructure économique défailante (on parle d'un « mini plan Marshall » pour le Zaïre).

Kabila l'autoritaire

S'il jouit pour l'heure d'un crédit important auprès d'une population trop souvent désabusée par la classe politique, Kabila ne pourra pas compter longtemps sur cet état de grâce. Le peuple attend des réponses rapides à ses problèmes (tout le secteur éducatif, sanitaire et social est hors service) et ne se contentera pas de discours classiques fustigeant la corruption de l'ancien régime et encensant la rigueur morale du nouveau.

Concernant la politique économique, le programme de l'Alliance des forces démocratiques de libération ne lève pas les ambiguïtés: s'ils sont tous unis pour ressortir la symbolique nationaliste des années 60 (Zaïre rebaptisé « République démocratique du Congo »), ils se divisent entre options « nationaliste » et ultralibérale. De toute façon, Kabila n'aura guère le choix: le pays est dans un tel état de décomposition qu'il lui faudra bien accepter les diktats des multinationales prêtes à investir dans un pays où la corruption massive était dérangée.

Sur le front politique, Kabila a pour l'instant écarté les généraux: parmi ceux-ci, on compte bien évidemment des politiciens véreux, mouillés jusqu'au cou dans le mobutisme... mais on compte aussi un homme, Etienne Tshishekedi, qui passe pour un vertueux. Vieil opposant au mobutisme, président de l'Union pour la démocratie et le progrès social, Tshishekedi s'est imposé comme le leader de l'opposition démocratique. Ennemi juré de Mobutu, il est devenu aussi

celui de Kabila depuis que, emboitant le pas d'une classe politique aux abois, il s'est mis à fustiger les « envahisseurs rwandais » menaçant le Zaïre! Il est aujourd'hui le principal danger pour Kabila et beaucoup rêvent, déjà, d'une alliance nationale entre hommes pour « unifier le pays ».

Autre problème à résoudre pour Laurent-Désirée Kabila: la place des Tutsis dans l'appareil politique. En instaurant le parti unique, il a mis dans le même sac les mobutistes (qui ont formé les Forces politiques du conclave) et les opposants qui ont lutté durant dix ans au sein de la Conférence nationale souveraine pour une transition en « douceur » (à cela s'ajoute le fait que 15 des 20 ministres sont des « émigrés » nouveaux en politique, ce qui symbolise la défection du nouveau régime à l'égard de la classe politique du pays!); en installant des Tutsis à des postes clés du gouvernement, il va renforcer un sentiment de haine présent dans les élites comme dans le peuple à l'égard de cette communauté que certains refusent de voir comme « zairoises ». Et on sait où mène l'utilisation politique de la question identitaire!

A première vue, le régime de Kabila apparaît bien fragile. Certes, il bénéficie de l'appui américain et de ses dollars, mais parallèlement, son organisation est pétaudière dans laquelle s'affrontent différents courants qui ne se sont unis que pour en finir avec l'ancien régime. Certes, il apparaît pour l'heure comme celui qui a fait tomber une dictature sanglante vieille de trois décennies, mais s'il s'avère que sa marche sur Kinshasa s'est traduit comme on le craint par le massacre de milliers de réfugiés hutus, il perdra très rapidement sa crédibilité et ses alliés extérieurs.

En fait, la seule certitude que l'on ait, est la suivante: la survie du régime de Kabila dépendra de la volonté américaine d'installer à Kinshasa un pouvoir capable d'y faire régner l'ordre, la stabilité, la discipline... conditions indispensables au développement de l'économie de marché!

Patsy (Cercle Bakouine)

LECTURE

Les Temps Maudits

EN CES TEMPS MAUDITS d'idéologie économique ultralibérale totalitaire, de misère croissante, de désarroi des esprits, une revue syndicale naît, qui « se reconnaît dans le syndicalisme révolutionnaire et l'anarchosyndicalisme », et qui veut contribuer à l'avènement d'un autre socialisme en aidant à la reconstruction d'une force syndicale puissante, fondée sur les principes qui ont été à l'origine de la Confédération générale du travail (C.G.T.) et de la Confederacion del Trabajo (C.N.T.) espagnole.

La tâche ne sera pas aisée, mais la disparition de la formidable barrière idéologique que constituait le marxisme-léninisme et ses variations devrait permettre aux libertaires de se faire entendre et surtout écouter. Réaffirmer des principes est nécessaire pour savoir où l'on veut aller; il est beaucoup plus difficile d'agir dans la vie quotidienne, de faire face aux événements, à l'évolution de la société qui modifie les comportements.

Il faut éviter que les principes ne deviennent des dogmes et que l'inévitable adaptation à de nouvelles conditions ne soit prétexte à la négation de ces principes. Cela demande plus d'études sereines que de vociférations...

La lecture de ce premier numéro des Temps Maudits nous fait penser que c'est bien l'esprit d'analyse qui prévaudra. On y trouve une excellente étude de Raphaël Romnée « Des luttes de décembre 1995 à la situation sociale et syndicale actuelle. » Les raisons de ces grèves importantes, le comportement des diverses confédérations syndicales, plus ou moins influencées par l'ultralibéralisme régnant, les réactions de minorités à la C.F.D.T., la confédération la plus en pointe dans la collaboration de classes, sont clairement exposés.

L'opposition à l'intérieur de la C.F.D.T., justement, permet à Jean-

François Adam de montrer le caractère réel de cette centrale, tout en démontrant que les oppositionnels ne visent qu'à reconstruire la social-démocratie.

Greg Kerautret trace « le paysage syndical enseignant à la lumière de la lutte des non-titulaires », et fait le bilan des nouvelles orientations du syndicalisme enseignant après le mouvement de novembre-décembre 1995. De l'éclatement de la F.E.N. en passant par le « Tous ensemble » de la fin de 1995 au « Tous aux urnes » de décembre 1996, sont analysés la lutte des non-titulaires de l'Éducation nationale, la création de la F.S.U., les limites du syndicalisme enseignant, le renforcement de la C.N.T.; nous avons un panorama de la situation syndicale dans l'enseignement bien... instructif!

Il convient de citer aussi deux articles sur le Mexique. L'un, de Jorge Robles: « Le syndicalisme autogestionnaire et le Mexique d'aujourd'hui. » L'organisation syndicale: le Front authentique du travail (F.A.T.) est autogestionnaire et de type conseiller. Son fonctionnement est intéressant à connaître et, bien que ne comptant pas un très grand nombre d'adhérents, il a une grande influence sur le mouvement syndical mexicain. Il est fortement impliqué dans le mouvement coopératif. On cite la Bandera cooperativa, qui regroupe environ 3 000 familles et est la plus anarchiste des coopératives! Cela dit, le F.A.T. est confronté à de grosses difficultés.

Le second article, de Gregor Markowitz, est intitulé: « Une internationale zapatiste? Autopsie d'un mouvement de solidarité (presque) réussi... » L'Armée zapatiste de libération nationale (E.Z.L.N.) puise sa force dans les communautés indiennes du Chiapas. Les libertaires participent nombreux à la solidarité envers l'E.Z.L.N., soit en Espagne, en Italie, en Grèce ou en France. Mais tout n'est pas simple dans une

lutte d'une telle ampleur et des tiraillements idéologiques risquent d'affaiblir le mouvement.

Enfin, Jacques Toublet rappelle, dans un premier article, pourquoi à Saint-Etienne, en 1922, eut lieu le congrès constitutif de la Confédération générale unitaire du Travail (C.G.T.U.). Il décrit le cheminement vers la scission de la C.G.T. causée et par les communistes et par les anarchistes. C'est l'abandon de la lutte des classes par la direction réformiste de la C.G.T., son soutien à la guerre de 1914-18, sa participation à l'Union sacrée qui fut la véritable cause de cette scission. Cet article est le prélude à un étude plus complète sur cette question. Une chronologie des événements qui conduisent à la création de la C.G.T.U. (de 1908 à 1921) complète heureusement ce document.

Nous comprenons donc tout de suite que nous ne lisons pas une revue qui prône un syndicalisme d'« accompagnement », mais une revue qui préfère traiter clairement et sans complaisance les questions syndicales, les révoltes, en France et dans le monde, plutôt que d'assener des slogans. Une revue qui devrait correspondre à la conviction du Rudolf Rocker:

L'anarchisme et le syndicalisme se complètent comme l'esprit et le corps. Sans l'idéologie anarchiste, le syndicalisme n'est qu'un mouvement syndical ordinaire pour les améliorations passagères dans la société actuelle; et sans l'organisation économique du travail, l'anarchisme s'amenuiserait dans une secte qui défend des idées très belles, mais qui ne dispose pas des moyens pour les réaliser.

Bien entendu, on peut ne pas être d'accord avec ce point de vue...

André Devriendt

Les Temps Maudits, B.P. 72, 30038 Bordeaux cedex. Le numéro: 30 F. L'abonnement à six numéros: 160 F. Chèque à l'ordre de C.N.T.



Carte postale éditée par l'association Liber terre. 20 F la série de cinq

Hommage à la révolution espagnole

L'ASSOCIATION LIBER TERRE ORGANISE un hommage à la révolution espagnole durant deux jours - samedi 27 et dimanche 28 septembre - à la salle polyvalente de Bieuzy (à 12 km de Pontivy). Deux jours de témoignages, exposés, débats, films... avec des acteurs et des témoins directs, des écrivains, des historiens et des militants.

Citons les différents thèmes évoqués le samedi, à partir de 14 heures: *Hommage à la révolution espagnole*; *L'internationalisme et les prolétaires*; *Femmes libres* (et le film *Toda la vida*); *De la révolution aux camps d'internement*.

A partir de 21 heures ce même samedi: poésie et musique.

Le dimanche à 10 heures: *La colonne Durruti* avec Abel Paz, Emilio Trave et Nestor Romero; à 14 heures: *Guerre*

ou révolution puis en conclusion *Les leçons de la révolutions espagnole*.

On pourra aussi rencontrer des auteurs et des éditeurs parmi lesquels Abel Paz (auteur de *La colonne de fer*), Pepita Carpena (militante de *Mujeres libres*), Philippe Oyhaburu, Jean-Pierre Duteuil... des libertaires, des communistes... et assister, ou participer, à des discussions certainement passionnées et passionnantes.

La participation aux frais sera de 25 F par jour.

On peut même, si l'on vient à Pontivy le vendredi 26, assister à un récital de Paco Ibanez - toujours en hommage à la révolution espagnole - à 21 heures à la salle des fêtes (billet 100 F)

Tous renseignements et informations: Liber Terre: 02 97 27 76 98.

à la petite semaine Sado-Léninisme

Un peu en retard sur notre Parti Communiste Français, vivier de cerveaux audacieux et référence toujours obligée en matière d'avant-gardisme novateur, la Corée du Nord conserve aujourd'hui encore pour principe premier de gouvernement la fameuse dictature du prolétariat.

Les dirigeants de la Chine rouge, davantage soucieux d'arrondir les angles de leur politique étrangère et les fins de mois de la bourse de Shanghai, se fondent, eux, sur une règle semblable mais rebaptisée plus mollement «dictature démocratique du peuple».

Ici, là, ou encore Cuba, les tyrans facétieux des paradis ouvriers jamais ne se montrèrent à court de ces appellations cocasses, servant à maquiller inutilement leur despotisme sans égal.

L'observateur ingénieux se demandera sur qui, après plusieurs décennies d'existence ayant largement permis d'abolir les classes et le capitalisme, s'exercent ces dictatures apparemment toujours nécessaires. Les dernières nouvelles venues de là-bas lui apportent la réponse. Plus encore qu'à Cuba, la population coréenne crève de faim. En Chine, les privatisations autrement dialectiques entraîneront des millions de licenciements.

Admiratifs, saluons à nouveau, au moment de passer à table ou de reconnaître ici l'évolution positive de notre ministre des Transports et de son parti, la rigueur toute scientifique d'une pensée amenant les peuples et prolétaires dictateurs qui s'en réclament à s'affamer eux-mêmes et à s'autoliccier pour bâtir un futur magnifique, repus et constructif.

Pauvres et inutiles SDF faméliques et chômeurs longues durées de nos contrées, victimes des contradictions économiques qui ignorent le bonheur de grossir volontairement le rang d'une armée de loqueteux pour que naisse un avenir radieux!

Floréal

samedi 4 octobre

Brocante musicale en soutien à Radio libertaire

Les objets sont à déposer sur place samedi matin à partir de 8 heures, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris (M° Buzenval ou Avron)

La vente commencera à partir de midi, jusqu'à 20 heures

Musique

avec les groupes
Datapanic (Rock Punk)
Poupi's (Blues)
Louzicat (Rockabilly)
Guimou de la Tronche (chansonnier)

La restauration est prévue: sandwiches, boissons, bière à la pression...

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 18 septembre à 8 heures:

Ni maître ni dieu reçoit le docteur Obadia à propos de la manipulation mentale du bouddhisme et du Dalai Lama.

jeudi 25 septembre à 18 heures:

Si Vis Pacem parlera du pacifisme outre-Rhin.

samedi 27 septembre à 23 heures:

L'harmonie du monde rend hommage au compositeur polonais Andrzej Panufnik.

samedi 27 septembre à 13h 30:

Chroniques rebelles reçoit Henri Simon à propos des grèves aux États-Unis

lundi 29 septembre à 16 heures:

Les chroniques de l'ozone reçoit Valère Starasselski à propos de Louis Aragon

mardi 30 septembre à 18 heures:

Idéaux et débats: Lydie Salvayre auteur de « *La compagnie des spectres* » et Pascal Bruckner auteur de « *Les voleurs de beauté* ».

mercredi 1^{er} octobre à 10h 30:

Blues en liberté: Sonny Boy Williamson.

NIMES

Encore la vidéosurveillance

DE FAÇON RÉGULIÈRE, ce système de surveillance généralisée fait parler de lui. Dernièrement encore, c'est le maire divers gauche de Vaulx-en-Velin, Maurice Charrier qui en appelait à la lutte contre le « laxisme » en proposant l'instauration de la vidéosurveillance dans les rues. Aussitôt, la riposte des opposants médiatisa l'affaire et « l'Appel des cents contre la vidéosurveillance » vit le jour.

A Nîmes, après une campagne contre cette pratique totalitaire, c'est l'ancienne municipalité Bousquet qui dut reculer. Puis, il y eut des tentatives de constituer un « Comité pour la vidéosurveillance » et maintenant c'est la direction des Transports communs nîmois qui se mêle de la partie en annonçant l'installation de caméras dans les bus.

Ainsi, en plus de toutes les réserves que l'ont doit émettre sur le plan des libertés individuelles, nous continuons à dénoncer la vidéosurveillance en perspective avec la multiplication et le croisement entre eux des fichiers informatiques, moyens électroniques et informatiques de contrôle, développement des polices privées et des effectifs de police d'État... Pour caresser ici l'électeur, là le consommateur, on continue à entretenir l'irrationnel contre la raison: les caméras feront-elles disparaître la violence dont les racines sont ancrées dans la précarité sociale grandissante? Il n'y aura qu'un déplacement du phénomène à des zones qui, elles aussi, seront sous surveillance par caméras: la vidéosurveillance se généralisera et se banalisera. Nos faits et gestes seront sous surveillance à chaque instant de nos vies, et sans possibi-

lité de revenir en arrière: a-t-on déjà vu des caméras retirées lorsque la délinquance baissait? Et encore faut-il savoir de quelle violence on parle: la violence la plus massive est celle qui voit des centaines de salariés licenciés sans ménagement de Fulmen, Perrier, Cogetex... Les partisans de la vidéosurveillance trouvent-ils plus acceptable cette violence-là?

A y bien réfléchir, la direction des Transports communs nîmois pourrait peut-être un jour « chasser » les fraudeurs, surveiller les salariés, détecter les bus remplis pour supprimer des navettes... Les caméras peuvent servir à beaucoup de choses en fait.

Que ce soit par caméras interposées ou par renforcement policier (M. Chevènement y veille!), l'idéolo-

gie sécuritaire a de beaux jours devant elle. N'est-ce pas là l'expression du refus de la prise en compte globale de l'injustice sociale, de la non répartition des richesses, d'un véritable développement séparé? La petite délinquance n'est qu'une excroissance de la misère sociale, multiplier les moyens de surveillance sur nous tous ne réglera rien et accentuera le caractère totalitaire de technologies gérées par une poignée d'acteurs sur lesquels nous n'avons aucun moyen véritable de contrôle.

Cette idéologie là, nous la combattons, nous l'avons déjà fait sous l'ancienne municipalité Bousquet, pourquoi renoncerais-nous aujourd'hui?

Fédération anarchiste du Gard



A nos bons souvenirs

QUE DE TEMPS SEMBLE S'ÊTRE ÉCOULÉ ENTRE les promesses électorales (catalogue printemps 1997!) des dernières Législatives et les politiques qu'entament réellement les différents ministres socialistes, communistes et écologiste du gouvernement Jospin... Mais les militants, les partisans, les nostalgiques du socialisme de 1981, déçus de quatorze années de mitterrandisme ou encore les personnes qui ont voté pour le programme du P.S. « faute de mieux » savent quelque part que le vote de juin dernier en valait la chandelle. Ainsi, ils se sont tranquillement illusionné tout l'été sur l'arrêt des processus de privatisation de France Télécom ou d'Air France. Ils ont rêvé, pendant leurs congés payés, du passage du temps de travail hebdomadaire de 39 heures à 35 sans baisse des salaires. Ils ont dansé au bal du 14 juillet en fêtant la France pays des droits de l'Homme, persuadés de l'abrogation des lois Méhaignerie-Pasqua-Debré. Ils ont respiré à pleins poumons à l'idée que les grandes agglomérations de l'Hexagone vivaient leurs derniers pics de pollution...

Quatre mois après, le pays commence à rire jaune. 20% du capital de France Télécom vont être cotés en bourse et la marche inéluctable vers la privatisation de l'entreprise qui va nous « aider à aimer l'an 2000 » verra sans aucun doute le statut de fonctionnaire fondre comme neige au soleil, insidieusement mais sûrement. Air France n'échappera pas non plus à l'inévitable « privatisation sociale », comme la qualifiait le désormais hors course Christian Blanc, et malgré le camarade sans peur et sans reproches Gaysot qui affirmait qu'il ne serait pas « l'homme de la privatisation » (à relire l'intéressant article du Monde libertaire, du 11 septembre dernier, intitulé: « Air France sera privatisé: Jospin et Gaysot l'ont décidé »). La compagnie d'assurance GAN semble elle aussi se diriger,

encore timidement cependant, vers l'ouverture de son marché. On apprend également, de la bouche du Premier ministre, qui proposait dans son programme électoral la réduction du temps de travail sans perte de salaire, que le passage aux 35 heures payées 39 serait « anti-économique »! Allègre nous fait constater que les enseignants de l'Éducation nationale sont des flemmards qui s'ignorent puisqu'ils abusent sans vergogne, nous dit-il, des congés maladies et qu'ils confondent la période de formation et la période où les cours sont à assurer. Voynet, pour sa part, après avoir annoncé l'augmentation du prix du gazole pour inciter à l'utilisation de voitures moins polluantes, et donc en conséquence après avoir tâté des menaces des routiers de paralysie du pays, se plie aux exigences économiques plutôt qu'écologiques, avec la hausse prochaine de tous les carburants. Et de tels exemples se ramassent à la pelle...

Comme ils sont beaux les souvenirs encore frais de campagne... avec leur lot d'illusions désillusionnées que la rentrée sociale agitée annonce (deux appels à la grève et à la manifestation sont à ce jour lancés avec la journée d'action des employés de France Télécom le 30 septembre et celle des employés de la SNCF le 8 octobre)! A votre avis, quelle tendance politique, des communistes ou des écologistes, se sentira la première engourdie, dans ses dires et ses actions à mener, par le pouvoir et son dur exercice? Quoi qu'il en soit, et quel qu'amusement puisse être ce petit jeu de devinettes, la réalité politique, économique et sociale actuelle nous fait une fois de plus prendre conscience de la nécessité de s'exprimer dans la rue, et non dans les urnes. Elle nous aide également à dénoncer de nouveau le pouvoir politique, sur son strapontin, qui n'est recherché que par des marionnettes aux allégeances de l'économie capitaliste. De tout cela, nous en avons toujours été fermement convaincus.

• nne.

La Fédération anarchiste et le Monde Libertaire, en accord avec les artistes (chanteurs et groupes) ont décidé d'annuler

le concert prévu le 26 septembre. Suite à d'importants problèmes d'organisation, nous reportons le concert à une date ultérieure.

Les personnes ayant acheté des billets peuvent se les faire rembourser à la librairie du Monde libertaire où le soir du 26 septembre à l'Élysée-Montmartre.

A G E N D A

jeudi 25 septembre

MONTPELLIER: Le groupe de la Fédération anarchiste organise un débat sur « *La gauche au pouvoir. Quels changements ?* » à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

Vendredi 26 septembre

SAINT-OUEN: Le groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste et l'association le Vent du Ch'min organise une rencontre autour de « la culture libertaire » au 31, rue Farcot. Au programme: à 16 heures projection d'un documentaire sur Armand Gatti, à 17 heures: débat avec Jean-Jacques Gandini, Ronald Creagh et Mimmo Pucciarelli sur « *Qui a dit que l'anarchisme était encore loin ?* ». 19 heures: buvette et restauration et à 20 h 30 projection de *La stratégie de l'escargot* de Serge Cabrera.

NANTES: Débat sur la situation politique et sociale en Palestine animé par un étudiant Palestinien revenant de Gaza. Au Local, 16, rue Sanlecque à 20 h 30. Programme des conférences disponible contre un timbre à 3 francs.

vendredi 26 septembre

PARIS: La revue *Les Temps Maudits* (éditée par la CNT) organise une conférence-débat à 19 h 30 au 33, rue des Vignoles. Thème: L'évolution de la C.F.D.T. Quelles perspectives pour le syndicalisme.?

Samedi 27 septembre

TOULON: Le collectif libertaire La Commune organise à 15 heures au Centre méditerranéen (18, rue d'Antrechaus) une **projection-débat sur l'éducation**. Vidéo sur l'école libertaire Bonaventure et débat avec des éducateurs du mouvement Freinet.

Mardi 30 septembre

RENNES: Le groupe La Commune de la FA organise à 20h30 à la maison du Champ de Mars, une réunion-débat sur le thème « Espagne 36, ant-Fascisme et révolution sociale ». Débat animé par Abel Paz, acteur et témoin de cette période. Divers documents vidéo compléteront la soirée.

Samedi 4 octobre

BELGIQUE: Les amis d'*Alternative libertaire* et le groupe Noir lombric organisent le deuxième Barbecue camp'Anar dans la région de Péruwelz. Au programme des festivités: prolongement des débats du premier barbecue l'après-midi puis à 19 heures on mange... 250 FB pour les plus de 12 ans; 120 FB pour les moins de 12 ans... Réservation auprès d'*Alternative libertaire*, B.P. 103 - 1050 Ixelles 1.

EVREUX: Le groupe de la Fédération anarchiste organise une journée sur le thème « Quelle alternative au système ? ». A partir de 14 h 30 salle Jules Janin (Bd J.Janin). Au programme: projection du film « *Roger et moi* » (film sur les conséquences sauvages du capitalisme) sur grand écran, débats animés par un militant de la F.A.

CHELLES: Réunion publique **Contre l'extrême droite** co-organisée par le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste et la Souris Noire (Scalp) à 20 h 30 Ecole Fournier (près de la piscine), avec Maurice Rajsfus, un représentant du réseau Voltaire.

LYON: Malgré des travaux toujours pas terminés et une situation précaire, l'Union locale lyonnaise de la Fédération anarchiste vous convie à un pôt de rentrée à **partir de 16 heures** à la librairie la plume noire (19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er}). Ce sera l'occasion de faire le point sur la réouverture de la librairie et la reprise des nombreuses activités.